



centre démocrate *humaniste*

La Présidente

**Monsieur Yves Martens**  
**Plate-forme contre le projet de chasse aux**  
**chômeurs, pour la Sécurité sociale et la**  
**création d'emplois de qualité**  
Rue Philomène, 43,  
1030 Bruxelles

Bruxelles, le 28 mai 2004

**Nos Réf. : JM/VL/cd/6724/20844**

*(A rappeler dans toute correspondance, merci)*

Monsieur Martens,

J'ai bien reçu votre lettre du 19 mai dernier par laquelle vous demandez notre soutien à la proposition de loi visant à encadrer les possibilités de sanction des chômeurs pour cause d'indisponibilité pour le marché de l'emploi ou à la suite d'un contrôle de comportement de recherche active d'emploi.

Pour le cdH, le contrôle des chômeurs, tel que mis au point par le gouvernement violet, n'est pas acceptable tant que les Régions n'auront pas refinancé sensiblement leurs organismes régionaux de placement et organisé un accompagnement individualisé à chaque chômeur.

On sait que le Fédéral n'offrira aucun moyen complémentaire aux Régions pour améliorer l'accompagnement des chômeurs. Le ministre Vandembroucke a fait des déclarations en ce sens en Commission des Affaires sociales de la Chambre et du Sénat. Il considère que le Fédéral a repris à sa charge une grande partie du système des titres-services, ce qui a permis aux Régions d'économiser 25 millions d'euros, lesquels doivent servir à renforcer l'accompagnement des chômeurs.

Côté wallon (250.000 chômeurs dont 58.000 qui disposent d'un suivi individualisé<sup>1</sup>), on estime qu'il faut augmenter les moyens financiers du Forem de 70 millions d'euros annuellement pour offrir un accompagnement individualisé à chaque chômeur, voire de 75 millions d'euros. Or, le Gouvernement n'a réussi à trouver un financement que pour les six premiers mois de son plan, soit 15 millions d'euros. Tout le reste doit encore être négocié.

Quant aux responsables de la politique de l'emploi en Région bruxelloise, ils sont étrangement muets alors que le travail des organismes de placement et de formation est loin d'être bon<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Réponse de Courard à une question de de Hardy au Parlement wallon.

<sup>2</sup> L'Orbem n'assure que 5 à 7 % du placement des chômeurs (alors qu' en Wallonie, c'est le double) et ne fait pas grand chose pour remédier au fait que 90 % des demandeurs d'emploi en Région bruxelloise sont unilingues! L'Orbem ne joue pas son rôle de placeur. Sur l'ensemble des personnes qui trouvent un emploi nouveau en Région bruxelloise, seules 5 à 7 % l'obtiennent via l'entremise de l'Orbem. Même les entreprises publiques ne recourent pas à ses services.

Nous avons entendu des déclarations contradictoires de part et d'autre. D'un côté le Ministre Courard affirme que Vandembroucke s'est « engagé à ne pas organiser de contrôle en Wallonie tant que le Forem n'aura pas accompagné l'ensemble des chômeurs » (propos recueillis dans la presse). D'un autre côté, le Ministre Vandembroucke affirme (lors d'une Commission des Affaires sociales) qu'il fera avancer la réforme du contrôle de l'Onem en respectant les échéances convenues (juillet 2004, juillet 2005, ... et jusqu'en 2007) quoiqu'il arrive et même si les Régions prennent du retard.

Comment le chômeur pourra-t-il prouver qu'il cherche activement de l'emploi ? Quels seront les éléments de preuves que l'Onem acceptera<sup>3</sup> ? Comment le chômeur pourra-t-il prouver que les employeurs ne répondent pas à ses lettres de candidatures ? Le projet de réforme impose aux chômeurs de prouver qu'ils accomplissent « des efforts suffisants » pour retrouver du travail. Mais cette notion ne risque-t-elle pas d'être interprétée de façon de plus en plus restrictive au fil du temps.

En outre, certains employeurs ne réagissent même pas aux candidatures à l'emploi. Il est vrai que le Ministre a déclaré qu'il allait « redynamiser » la convention collective 38 qui oblige les employeurs à répondre aux demandeurs d'emploi qui postulent<sup>4</sup>. Il faudra vérifier ce que cela implique.

Pour nous, il faut de plus nombreux et de meilleurs services aux chômeurs : gratuité des transports en commun, mise à disposition d'ordinateurs, accès à Internet, halte-garderie pour les mères de famille, .... Nous avons déposé en mars 2004 une proposition de loi qui modifie le Code d'impôts sur les revenus en vue de prendre en compte les frais liés à la recherche d'un emploi.

Nous sommes convaincus que ce n'est pas en poursuivant les chômeurs que l'on parviendra à créer de l'emploi.

Notre pays souffre de nombreuses fermetures d'entreprises et des délocalisations qui ont provoqué la perte de près de 22.000 emplois en 2003. Les chiffres du chômage sont éloquentes. Le taux de chômage est désormais de 12,7 % en Belgique: 18,2 % en Wallonie, 8,2 % en Flandre et 22,2 % à Bruxelles (mars 2004).

Ce n'est pas la chasse aux quelques chômeurs qui se sont découragés qui modifiera les choses. On s'attaque aux plus fragilisés de notre société pendant que les plus aisés peuvent rapatrier leurs millions d'euros en toute impunité. On culpabilise les chômeurs et les travailleurs alors que ni les employeurs ni les pouvoirs publics ne prennent leurs responsabilités.

Est-ce en pourchassant les personnes qui ont perdu leur travail que l'on espère rétablir la croissance et le plein emploi ? Les chômeurs sont avant tout les victimes d'une mauvaise gestion économique et politique du pays et non les coupables.

Le chômage atteint tant les ouvriers que les employés et les cadres. Ils sont de plus en plus nombreux à devoir accepter un travail qui n'a rien à voir avec leur formation, avec leur expérience. Ils sont de plus en plus nombreux à devoir accepter des statuts de plus en plus précaires.

Il est regrettable que le Gouvernement ne s'attaque pas aux vraies causes du chômage : l'idéologie néo-libérale qui dirige le monde et qui creuse le fossé entre les nantis et les exclus de la croissance d'une part, le manque de formation de nos jeunes et d'investissement dans la recherche et l'innovation d'autre part.

---

La moitié de l'augmentation de 4 millions d'euros du budget 2004 de l'Orbem est consacrée à la plateforme emploi, c'est-à-dire à la mise en réseau informatique des différents organismes décentralisés. Cela veut dire que l'Orbem n'aura pas les moyens d'assurer l'accompagnement des chômeurs bruxellois ni même le suivi des 4.300 jeunes alors que la Région s'y est fermement engagée lors de la Conférence pour l'emploi en septembre 2003.

<sup>3</sup> Pour objectiver les critères de contrôle une série de preuves mobilisables par le chômeur ont été énumérés : copies de lettre, attestations d'employeurs, copies d'offres d'emploi et relevé systématique du suivi, relevé des sites internet examinés,.... Courard a laissé entendre qu'il serait possible de délivrer aux chômeurs une carte magnétique sur laquelle seraient consignées toutes les démarches entreprises auprès du Forem pour décrocher un emploi. La CSC a demandé que le Forem remette en tous cas aux chômeurs qui s'inscrivent dans un plan d'accompagnement une attestation de disponibilité qui leur éviterait des sanctions.

<sup>4</sup> L'Echo, 6.02.2004.

Plus l'emploi est rare, plus il y a des difficultés pour y accéder, plus on demande aux chômeurs de continuer avec énergie sa recherche. Le découragement et la démoralisation leur sont interdits.

Le cdH a demandé au Gouvernement fédéral par motion de recommandation déposée en séance plénière de la Chambre des représentants de s'assurer que des moyens seront donnés aux organismes régionaux responsables de l'accompagnement des chômeurs pour qu'ils assument correctement leur mission à l'égard de l'ensemble des chômeurs à l'égard desquels ils ont un devoir d'accompagnement ou, à défaut, de suspendre la mise en œuvre de la réforme envisagée de la procédure de contrôle. Mais il n'a pas été soutenu, même par le PS...

Vous pouvez ainsi compter sur notre soutien.

En vous remerciant de m'avoir informée de votre initiative, je vous prie d'agréer, Monsieur Martens, l'assurance de ma considération distinguée.

Joëlle Milquet.